

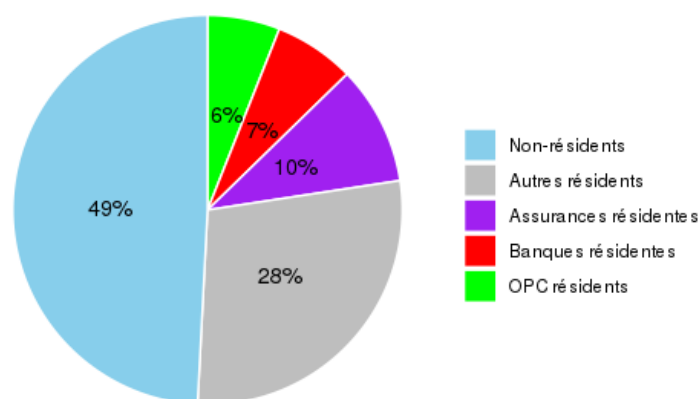
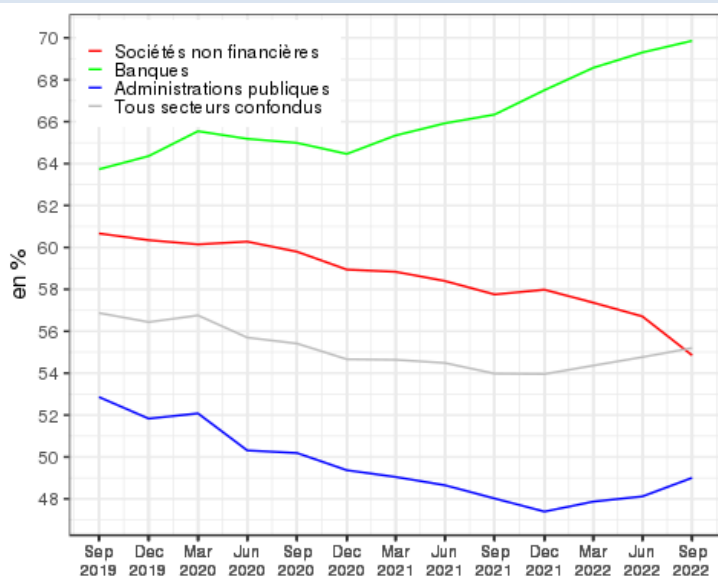
Émission et détention de titres français au 30 septembre 2022

Les non-résidents renforcent légèrement leur position sur la dette de long terme française

- Au troisième trimestre 2022, les émissions nettes de titres de dette français s'élevaient à 63 Mds €, principalement du fait des administrations publiques et des banques qui émettent respectivement pour 37 et 25 Mds €.
- Les non-résidents achètent 51 Mds € de titres de dette résidents, et 5 Mds € d'actions cotées résidentes.
- Au 30 septembre 2022, la part des non-résidents dans la détention de titres de dette de long terme s'établit à 55,2 %, après 54,8 % fin juin 2022. La hausse de cette part se poursuit pour les titres émis par les banques et les administrations publiques tandis que celle des sociétés non financières continue de diminuer.

Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)

Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes totales et actions cotées) à fin septembre 2022



Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques, des études et de l'international de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateur. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/statistiques/parution-reference-name/conservation-de-titres>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels.

Tableau 1 : ÉMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET PART DES NON RESIDENTS DANS LEUR SOUSCRIPTION

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin sept. 2022	Cumul 4 trimestres		T3 2022	
TOTAL	7 099	136	110	64	56
TITRES DE DETTE (1)	4 784	135	108	63	51
Sociétés non financières	699	-4	-16	-4	-4
Administrations publiques (4)	2 584	79	60	37	32
<i>dont émissions de court terme (4)</i>	<i>201</i>	<i>-68</i>	<i>-45</i>	<i>-14</i>	<i>-15</i>
<i>dont État (4)</i>	<i>2 263</i>	<i>90</i>	<i>73</i>	<i>38</i>	<i>34</i>
Banques (2)	1 252	32	42	25	21
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	<i>279</i>	<i>2</i>	<i>4</i>	<i>-5</i>	<i>-3</i>
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>186</i>	<i>-15</i>	<i>-19</i>	<i>18</i>	<i>11</i>
Institutions financières non monétaires (3)	248	27	21	4	2
ACTIONS COTÉES (1)	2 314	1	2	1	5

- (1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.
(2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.
(3) Les institutions financières non monétaires émettrices regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.
(4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

Tableau 2 : PART DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DANS LA ZONE EURO

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin sept. 2022		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin sept. 2022		France	Zone euro	Fin sept. 2022	Fin sept. 2021
TITRES DE DETTE	20 836	23%	2 638	8 547	31%	33%
Sociétés non financières	1 636	43%	332	719	46%	41%
Administrations publiques	10 568	24%	1 035	2 956	35%	34%
Banques	4 783	26%	1 086	2 779	39%	47%
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>451</i>	<i>41%</i>	<i>896</i>	<i>1 927</i>	<i>47%</i>	<i>57%</i>
Institutions financières non monétaires	3 849	6%	185	2 094	9%	9%

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL

